Francis Dupuis-Deri

Professeur, Département de science politique, UQÀM

(2010)

*"Jour du souvenir.
Se souvenir de qui, de quoi ?"*

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Francis Dupuis-Déri

"Jour du souvenir. Se souvenir de qui, de quoi ?"

Un article publié dans *LE DEVOIR*, Montréal, édition du jeudi, 11 novembre 2010, page A7 — idées.

M Dupuis-Déri, professeur de science politique, nous a accordé le 11 novembre 2010 sa permission de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : dupuis-deri.francis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 11 novembre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Francis Dupuis-Déri (2007)

"Jour du souvenir. Se souvenir de qui, de quoi ?"

Un article publié dans **LE DEVOIR**, Montréal, édition du jeudi, 11 novembre 2010, page A7 — idées.

Francis Dupuis-Déri

"Jour du souvenir. Se souvenir de qui, de quoi ?"

Un article publié dans [LE DEVOIR](#), Montréal, édition du jeudi, 11 novembre 2010, page A7 — idées.

Professeur de science politique à l'UQAM auteur de *L'Éthique du vampire: de la guerre en Afghanistan et quelques horreurs du temps présent* (2007) et *L'Armée canadienne n'est pas l'Armée du salut* (2010)

Photo : Agence Reuters Blair Gable.

L'appel au souvenir, par le truchement du coquelicot, omet quelques troublantes vérités sur la mort de milliers de compatriotes à la guerre.

Le 11 novembre est la journée anniversaire de l'armistice marquant la fin de la Première Guerre mondiale, même si l'armée canadienne continue en fait de se battre jusqu'en 1919, déployant en Sibérie des unités comptant plusieurs conscrits de Montréal et de Québec pour tenter de contrer l'avancée de bolcheviks. Cette journée marque aussi l'apogée de la campagne du «coquelicot» rouge, symbole de plastique feutré produit et vendu par la Légion royale canadienne, mais d'abord adopté en 1920 aux États-Unis par l'American Legion, en référence au poème du soldat canadien John McCrae intitulé *In Flanders Fields*.

Rédigé à la suite de la bataille d'Ypres (Belgique), en mai 1915, ce poème se lit comme un appel aux armes lancé à la jeunesse par les 6000 soldats canadiens massacrés en quelques jours: «À vous jeunes désabusés / À vous de porter l'oriflamme / Et de garder au fond de l'âme / Le goût de vivre en liberté / Acceptez le défi». Il s'agit d'un poème explicitement militariste, tout comme le coquelicot, dont les promoteurs considèrent qu'il exprime une reconnaissance à «tous ceux qui sont tombés», à «tous ceux qui servent encore, et [...] tous ceux qui ne sont pas encore revenus à la maison», comme l'affirme l'éditorial du *Toronto Star* du 8 novembre 2010, qui appelle à honorer «les 152 morts en Afghanistan et les dizaines de milliers [de héros] qui sont tombés dans les autres guerres».

Pour le Musée canadien de la guerre (Ottawa), le coquelicot permet «de se souvenir et d'honorer les milliers de compatriotes» morts à la guerre. La Légion royale évoque «les actions désintéressées de nos troupes dans toutes les guerres». Il s'agit donc de célébrer toutes les guerres menées par le Canada et tous les militaires canadiens, même ceux qui se trouvent encore au combat en Afghanistan. Cet appel au souvenir omet quelques troublantes vérités.

Protéger la liberté, vraiment?

La Légion déclare «que nous existons comme une nation fière et libre» grâce à nos anciens combattants, une affirmation qui compte au moins quatre mensonges quant à la liberté: 1- L'armée est une institution autoritaire et hiérarchisée qui limite grandement la liberté d'action et de parole de ses membres. 2- L'État canadien a procédé en temps de guerre à deux conscriptions, un processus qui nie la liberté. 3- Au Canada, des militaires ont souvent écrasé le désir de liberté: intervention armée contre les Premières Nations, les Métis, les Patriotes, les manifestations syndicales, sans oublier la Crise d'octobre et la crise d'Oka, ni la répression à la mitrailleuse, en 1918, des manifestations à Québec contre... la conscription. 4- Le Canada n'a pas subi d'attaque militaire depuis bientôt 200 ans, à l'exception des incursions des fenians irlandais vers 1865, et des sous-marins allemands dans le Saint-Laurent, qui n'ont jamais représenté des menaces sérieuses à la «nation fière et libre» qui peuple le Canada. Ce mensonge à propos d'une armée protectrice de nos libertés est si communément accepté qu'il a servi à justifier la guerre en Afghanistan, comme si les talibans sans avions ni navires de guerre menaçaient d'envahir le Canada pour nous imposer leur tyrannie, à la barbe des États-Unis!

Désintéressement?

Nos politiciens aiment avoir une armée non pas pour défendre le Canada, mais pour la déployer à l'étranger: guerre des Boers (1899-1902), Première Guerre mondiale et déploiement en Sibérie contre les bolcheviks, Deuxième Guerre mondiale, guerre de Corée, guerre en Irak (1991), guerre du Kosovo (contre la Serbie), guerre en Afghanistan et opérations de «maintien de la paix».

Si certains militaires canadiens se sont lancés dans ces conflits en croyant servir une noble cause, ils ont néanmoins souvent perdu leur vie «en vain», sacrifiés par des politiciens en quête de prestige politique au pays, ou désireux d'obéir à la métropole (Grande-Bretagne) et de participer à des entreprises impérialistes, d'être appréciés sur la scène diplomatique, de servir l'industrie nationale en général et celle de l'armement en particulier, ou d'éprouver le sentiment de puissance que procurent les guerres qu'on déclare et qu'on mène sans y participer.

De plus, dans une armée de métier comme celle du Canada, les militaires font la guerre contre un salaire et les primes pécuniaires versées lorsqu'ils sont «déployés», en pensant à leur prochaine promotion, par espoir d'aventure, par esprit de corps (conformisme), ou tout simplement pour obéir aux ordres. Qu'ils soient courageux n'a évidemment aucune signification politique; les militants islamistes qui pratiquent l'attentat suicide sont très courageux. Et après? Souvent, le désintéressement des militaires s'exprime plutôt par un désintérêt à l'égard des causes de la guerre qu'ils mènent («je vais là où on me l'ordonne») et des peuples des pays qu'ils envahissent, se contentant de se déclarer irresponsables lorsqu'ils y tuent des civils.

Qui se souvient des victimes civiles?

Le lobby des vétérans manœuvre consciemment pour que cette tragique vérité soit oubliée. En 2007, l'Association des anciens combattants avait fait pression, avec succès, pour que le Musée canadien de la guerre retire une notice qui rappelait que «les bombardements massifs de l'Allemagne [pendant la Deuxième Guerre mondiale] causèrent de grandes destructions et d'immenses pertes de vies humaines. Le bien-fondé et la moralité de l'offensive de bombardement stratégique contre l'Allemagne demeurent vivement contestés».

Plus respectueux du devoir de mémoire, l'historien des États-Unis Howard Zinn, qui s'était porté volontaire pour combattre le fascisme, admettra qu'il bombardait des villes «sans même me demander si ce que je faisais avait le moindre rapport avec l'éradication du fascisme dans le monde». Il admettait s'être «conduit en robot programmé» lors de ces missions aériennes, qui ont provoqué la mort de plus d'un demi-millions de civils.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les militaires veuillent célébrer la mémoire de leurs morts, ce que proposent d'ailleurs toutes les armées du monde au sujet de leurs militaires morts dans leurs guerres. Mais pourquoi — nous les civils — ne nous recueillerions-nous pas plutôt à la mémoire des civils assassinés en masse lors des guerres menées par «nos» soldats et leurs alliés?

Déjà, le 11 novembre 1933, la Women's Cooperative Guild a lancé en Grande-Bretagne la campagne du coquelicot blanc, qui symbolise la volonté d'oeuvrer pour fonder un monde sans violence. Cette campagne avait été organisée par des femmes proches d'hommes morts lors de la Première Guerre mondiale, mais qui refusaient d'encourager le militarisme et la guerre. Pour sa part, Dan Murphy, du Vancouver Province, a déclaré en novembre 2008 ne pas arborer le coquelicot rouge: «J'en suis venu à voir ces décorations sur le revers des vestons, ces cérémonies chorégraphiées et toute cette grandiloquence au sujet des soldats morts comme une opération de marketing pour recruter la prochaine génération de soldats morts. Cette année [...], je passerai une partie de la journée à me souvenir de toutes les personnes mortes durant une guerre», y compris les victimes civiles.

En ce jour du Souvenir, rappelons-nous que les militaires sont souvent de «la chair à canon», et que leur mort sacrificielle au nom du drapeau doit être déplorée et dénoncée, non pas célébrée. Et en tant que civils, souvenons-nous des milliers de victimes civiles qui ont perdu la vie dans les guerres que notre État mène en prétendant servir notre bien, dont cette guerre illégitime qui n'en finit plus en Afghanistan. Depuis l'attaque occidentale en 2001, 152 militaires canadiens y sont morts, certes, mais aussi plus de 35 000 Afghans et Afghanes, en ma-

jorité des civils. «Nos» militaires sont responsables de la mort de combien de ces victimes civiles? Ne le saura-t-on jamais? Peut-on les oublier?

Fin du texte